Dans ce texte, Ian Birchall montre que deux traditions ont coexisté au sein du mouvement communiste : celle de Bakou, fondée sur une solidarité inconditionnelle avec les luttes de libération nationale (impliquant le combat actif des militants communistes contre leur propre impérialisme) ; et celle du Front populaire, menant à l'adaptation à l'impérialisme sous couvert d'alliance avec les « démocraties » contre le fascisme. Il plaide ici pour la première, en montrant que le passage de l'une à l'autre a constitué l'un des effets de la trahison de la Révolution russe.

Au lendemain du Congrès de Bakou, il y avait vraiment de quoi d'espérer. L'Internationale communiste n'était plus limitée aux pays européens ; on pouvait s'attendre à voir le développement d'un mouvement communiste en Asie, et jusqu'en Afrique et en Amérique latine.

Bien sûr, les difficultés auxquelles il fallait faire face ne manquaient pas. Au Maghreb, par exemple, certains communistes européens considéraient que la population indigène était trop « arriérée » pour participer au mouvement communiste. Un rapport adopté par le 2e Congrès interfédéral communiste de l'Afrique du Nord en 1922 expliquait que *« ce qui caractérise la masse indigène, c'est son ignorance. C'est, avant tout, le principal obstacle à son émancipation »*. En Afrique du Sud, on trouvait des communistes pour dire qu' « un véritable mouvement de libération nationale de la part des races de couleur n'est guère une politique praticable[1] ». L'Internationale devait lutter contre ces éléments issus de ses propres rangs.

En Russie également, au cœur même du mouvement révolutionnaire, les difficultés ne manquaient pas. Les bolcheviques avaient triomphé de la guerre civile et avaient repoussé les invasions impérialistes. Mais l'économie avait beaucoup souffert. La révolte de Kronstadt en mars 1921 mit en lumière la faiblesse du nouveau régime ; les bolcheviques firent marche arrière en mettant en œuvre la Nouvelle politique économique (NEP).

Le problème majeur résidait dans l'isolement de la révolution. En Europe même, la première vague révolutionnaire commençait à refluer. En Italie, Mussolini avançait. En France et en Grande-Bretagne, la lutte de classes s'apaisait. Les plus grands espoirs reposaient sur l'Allemagne. Une révolution allemande pouvait renforcer la Russie isolée et encourager un nouveau mouvement révolutionnaire ailleurs.

En 1923, l'Allemagne semblait mûre pour la révolution. Une crise économique provoquait une inflation folle. La Ruhr était occupée par l'armée française au titre que l'Allemagne affaiblie n'était pas en mesure de payer les réparations exigées par le traité de Versailles.

Pour les communistes français, c'était là leurs plus belles heures. Le Parti communiste français créa un journal adressé aux soldats, *La Caserne*, qui incitait à la désobéissance et à la fraternisation avec les ouvriers allemands. Les communistes distribuèrent lors de cette campagne deux millions de tracts, de papillons et d'affiches. Dans l'armée française, on comptait nombre de soldats africains ; la propagande distribuée aux Sénégalais tentait de faire le lien entre la lutte des travailleurs allemands et celle du peuple sénégalais pour l'indépendance.

Mais la révolution allemande n'eut pas lieu. L'isolement de l'Union Soviétique persista. C'est dans ce contexte que Staline proposa une nouvelle stratégie, celle du « socialisme dans un seul pays ». D'après Staline, « La victoire du socialisme dans un seul pays est tout

à fait possible et probable, même si ce pays est moins développé du point de vue capitaliste et même si le capitalisme subsiste dans des pays plus développés du point de vue du capitalisme[2]. » La priorité fut alors donnée à l'industrialisation. Selon Staline, en 1928 : « La nécessité de rattraper et de dépasser les pays capitalistes avancés sur le plan technique et économique n'a pour nous autres bolcheviks, rien de nouveau ni d'imprévisible[3]. »

L'URSS devait faire face à la menace militaire des pays capitalistes qui l'entouraient. Et, à ce titre, il fallut de plus en plus adopter des méthodes capitalistes à l'intérieur du pays. Les derniers restes du contrôle ouvrier furent détruits.

La première mise à l'épreuve de la nouvelle stratégie se présenta en Chine. Le jeune parti communiste chinois semblait avoir un avenir prometteur – de grandes luttes se déroulaient à Shanghai et ailleurs. Mais les dirigeants russes conseillèrent aux communistes chinois de faire une alliance avec le mouvement nationaliste Guomindang dirigé par Tchang Kaï-chek.Le résultat fut un désastre. Comme le raconte Victor Serge :

> Le 21-22 mars, une insurrection ouvrière, à la tête de laquelle se trouvaient les syndicats et quelques poignées de valeureux militants communistes, s'emparait, après une sévère bataille de rues livrées aux troupes de la réaction nordiste, de la vraie capitale industrielle et commerciale de la Chine, Shanghai. Le prolétariat accomplit cet exploit sous les gueules des canons anglais, français, américains, japonais, italiens (j'en passe). Moins d'un mois après, les 13-14 avril, le généralissime commandant les armées nationalistes-révolutionnaires du « Kuomintang » faisait traîtreusement désarmer et mitrailler ce prolétariat, vaincu, jugulé, en une nuit, par ses alliés officiels. Et ce mauvais coup prévu et annoncé depuis de longues semaines par la presse bourgeoise de tous les pays, était pour les militants ouvriers communistes de tous les pays, une douloureuse, une effroyable surprise.[4]

Au même moment, dans les pays impérialistes, se jouait une transformation des partis communistes. Un grand nombre des militants qui avaient fondé ces partis en étaient exclus, ou partaient, pour être remplacés par une nouvelle génération de bureaucrates, plus souples et plus obéissants. En France, Rosmer, Monatte et Souvarine et leur génération furent exclus, tandis que Maurice Thorez put jouer un rôle de plus en plus important.

Au début des années 1930, le Komintern était totalement transformé. Selon Pierre Broué , grand historien du communisme,

> […]la Comintern[…]semble très affaibli, la cause principale étant son étroite dépendance de la direction du PCR(b) [Parti communiste russe (bolchévique)]. Cette situation donne aux dirigeants russes la possibilité d'utiliser ces partis à leurs propres fins, comme des pions dans leurs propres manœuvres diplomatiques[…]Ces partis sont le prolongement international, l'outil de la direction du PCR(b) et de la couche bureaucratique qu'il représente[…][5]

En 1928, le 6e congrès du Komintern adopta la nouvelle ligne de la prétendue « troisième période ». Selon cette perspective, le fascisme et la social-démocratie étaient devenus

jumeaux, et les sociaux-démocrates étaient condamnés en tant que « social-fascistes ». En Allemagne, cette stratégie a produit des résultats funestes : les communistes refusèrent de construire un front unique et Hitler advint au pouvoir. Ce fut là l'un des plus grands crimes du stalinisme.

Pour les travailleurs européens, qui bénéficiaient de la liberté politique et les droits syndicaux, la différence entre le fascisme et la démocratie, même bourgeoise, était claire. Quant à Trotski : « dans la lutte contre le fascisme, nous étions prêts à conclure des accords pratiques militants avec le diable, avec sa grand-mère, et même avec Noske et Zörgiebel[6] ».

Mais dans les pays coloniaux la situation était un peu différente. En Afrique et en Asie, la troisième période semblait correspondre à une certaine réalité. Lors d'une révolte au Nigéria, cinquante femmes sans armes furent massacrées par les forces d'un gouvernement travailliste britannique. Le journal communiste *The Negro Worker* a dénoncé « le gouvernement social-fasciste de Sa Majesté ». Selon l'historien Hakim Adi, « l'appellation n'était pas entièrement fausse[7]. » La « *Sedition Bill* » en Côte d'Or (colonie britannique) punissait de trois ans de prison tout Africain qui possédait de la littérature interdite par le gouverneur colonial.

En 1928, l'Internationale syndicale rouge constitua le Comité international des travailleurs nègres. L'une de ses activités résidaient dans un effort constant pour syndiquer les travailleurs noirs. L'une de leur campagne a aussi consisté à défendre les jeunes Noirs de Scottsboro, aux États-Unis, accusés à tort de viol et menacés de la peine de mort. Des journaux, *The Negro Worker* et *Le Cri des Nègres*, étaient distribués en Afrique – souvent avec de grandes difficultés. Malgré le financement très limité de ces activités par le Komintern, on peut dire que le Comité en question a offert une contribution utile en propageant autant que possible les idées anti-impérialistes et antiracistes[8].

Après l'avènement au pouvoir de Hitler, la direction stalinienne a reconnu – trop tard – ses erreurs. Entre 1934 et 1936, le Komintern a fait un tournant notable. Désormais, la priorité n'était plus à la lutte contre l'impérialisme, mais plutôt à la lutte contre le fascisme. On peut en voir le résultat dans la politique du Parti communiste français. Selon Jacob Moneta :

Le tournant du PCF sur la question coloniale était si profond que non seulement il approuvait les mesures de répression contre les mouvements nationalistes dans les colonies, mais il demandait franchement qu'on brise une organisation comme l'Étoile Nord-Africaine, gênante pour lui[9].

En 1926, c'étaient pourtant bien des militants du Parti communiste français, Hadj Ali et Messali Hadj, qui avaient lancé l'Etoile Nord-Africaine, la première organisation à exiger l'indépendance complète de l'Algérie et des pays du Maghreb. Mais, désormais, les communistes français faisaient le choix de rompre avec leur politique de soutien à l'indépendance algérienne.

En 1937, à l'occasion du 9e congrès du PCF, Maurice Thorez expliquait :

> Si la question décisive du moment, c'est la lutte victorieuse contre le fascisme, l'intérêt des peuples coloniaux est *dans leur union* avec le peuple de France, et non dans une attitude qui pourrait favoriser les entreprises du fascisme et placer, par exemple, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, sous le joug de Mussolini ou

> de Hitler, ou faire de l'Indochine une base d'opérations pour le Japon militariste[10].

Et dans un discours à Alger, en 1939, Thorez employa une analogie très discutable :

> Nous voulons une union libre entre les peuples de France et d'Algérie. L'union libre, cela signifie certes le droit au divorce, mais pas l'obligation du divorce. J'ajoute même que dans les conditions historiques du moment, ce droit s'accompagne pour l'Algérie du devoir de s'unir plus étroitement encore à la démocratie française[11].

En janvier 1937, le gouvernement du Front Populaire, soutenu par les communistes, prit la décision de dissoudre l'Étoile Nord-Africaine. Quelques jours plus tard, *L'Humanité* a publia un long article critiquant l' « hostilité des chefs de l'Étoile nord-africaine à notre parti et au Front populaire », mais sans condamner la dissolution[12].

Après le bref intervalle du pacte hitléro-stalinien, la logique du Front populaire reprit. La priorité était à la défense de l'URSS, et donc à la lutte contre le fascisme. L'Holocauste constitue un des plus grands crimes dans l'histoire de l'humanité, et il ne faut jamais oublier ses leçons. Mais en même temps, il faut se souvenir que pendant la guerre trois millions de personnes sont morts de faim au Bengale, comme résultat direct de la politique du gouvernement britannique. On pourrait facilement comprendre un Bengalais qui n'aurait pas fait la distinction entre Winston Churchill et Hitler.

Le 9 juin 1937, la dissolution du Komintern fut annoncée. En effet depuis plusieurs années, l'Internationale communiste « n'était plus que la caricature de ce qu'elle avait été[13]». Ce fut une concession faite par Staline aux dirigeants occidentaux qui étaient ses alliés de guerre ; il faut remarquer que « la résolution ne fait pas la moindre allusion à la lutte de libération nationale des peuples coloniaux et semi-coloniaux[14] ».

Après la fin de la seconde guerre mondiale, des révolutions avaient cours en Asie, en Indochine et en Chine. En un sens les partis communistes vietnamiens et chinois étaient les héritiers du mouvement né à Bakou. Mais pour les révolutionnaires de Bakou, la lutte des classes était au centre de leur perspective.

Cependant, la Déclaration d'indépendance de la République du Vietnam (septembre 1945) évoquait la Déclaration d'indépendance des États-Unis de 1776, et non pas la révolution russe ; d'autre part, la République prétendait représenter « la population entière du Vietnam[15] ».

Quant à la révolution chinoise, Tony Cliff raconte :

> La conquête des villes par Mao révéla, plus que toute autre chose, le divorce complet entre le PC et la classe ouvrière industrielle. Les dirigeants communistes s'efforcèrent d'éviter les soulèvements ouvriers dans les villes à la veille de leur conquête. Avant la chute de Tientsin et de Pékin, par exemple, le général Lin Piao, commandant du front, publia une proclamation demandant à la population « de maintenir l'ordre et de poursuivre leurs occupations courantes. Les fonctionnaires du Kuomintang ou le personnel de la police ou ceux de la province, de la ville, du pays ou de tous les niveaux des institutions

gouvernementales, district, ville, village ou personnel de la Pao Chia.. sont invités à rester à leur poste[16]».

Dans les pays impérialistes, également, la logique du Front populaire dominait encore. Au début de la guerre d'Indochine, le parti communiste était au gouvernement, et en 1947 les ministres communistes ont voté les crédits qui devaient financer cette guerre. En 1956, le même PCF votait les pouvoirs spéciaux au gouvernement du prétendu « socialiste » Guy Mollet pour poursuivre la guerre d'Algérie – entre autres choses, ces pouvoirs spéciaux donnaient à l'armée le droit d'interroger les prisonniers : on en connaît aujourd'hui les effets. Le PCF demanda la création d'un nouveau « Front populaire », et ne voulut donc pas d'une confrontation avec le parti socialiste SFIO.[17]

Maurice Thorez expliqua aux lecteurs de *L'Humanité* : « Le parti communiste n'a pas voulu sacrifier le tout à la partie. Il a subordonné son attitude dans une affaire très importante, mais pourtant délimitée, à la préoccupation essentielle qui l'inspire : préserver les possibilités d'un large développement du front unique avec les ouvriers socialistes, y compris par le cessez-le?feu et la solution pacifique du problème algérien[18]. »

On voit donc dans l'histoire de l'Internationale communiste se dessiner deux traditions : celle de Bakou et celle du Front populaire. Pour ceux et celles qui veulent aujourd'hui lutter contre l'impérialisme et le racisme, c'est la première de ces traditions qu'il faut redécouvrir.

références

références

⇧**1** Cité par Hakim Adi, *Pan-Africanism and Communism*, Trenton, 2013, p. 49. Le livre d'Adi, même si quelquefois il est un peu trop généreux envers la direction stalinienne du Komintern, contient nombre d'informations fort précieuses sur les luttes des travailleurs noirs en Europe et en Afrique aux années 1930.

⇧**2** P. Broué*, Histoire de l'Internationale Communiste*, Paris, 1997, p. 361.

⇧**3** J.Staline, http://ciml.250x.com/archive/stalin/french/staline_les_questions_du_leninisme_tome_2.pdf" target="_blank">*Les Questions du léninisme*, p. 108

⇧**4** V Serge, « La lutte des classes dans la révolution chinoise », *Clarté*, 15 mai 1927,

⇧**5** Broué*, Histoire de l'Internationale Communiste*, p. 550.

⇧**6** L.Trotski, « La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne »

⇧**7** Adi, *Pan-Africanism and Communism*, p. 89.

⇧**8** On trouvera des détails de ce travail dans Adi, *Pan-Africanism and Communism*, surtout au chapitre 6 pour ce qui concerne l'Empire français.

⇧**9** J.Moneta, *Le PCF et la question coloniale*, Paris, 1971, p. 111. Le livre de Moneta présente un recueil de documents très utile sur l'histoire du PCF entre 1920 et 1965. Moneta, mort en 2012 à l'âge de 97 ans, était un homme remarquable, qui, entre autres, avait « porté des valises » pour le FLN algérien.

⇧**10** Moneta, *Le PCF et la question coloniale*, p. 132.

⇧**11** Moneta, *Le PCF et la question coloniale*, p. 136.

⇧**12** Moneta, *Le PCF et la question coloniale*, pp. 113-16.

⇧**13** Broué*, Histoire de l'Internationale Communiste*, p. 790.

⇧**14** Broué*, Histoire de l'Internationale Communiste*, p. 800.

⇧**15** J.Dalloz, *La Guerre d'Indochine*, Paris, 1987, pp. 290-92.

⇧**16** Tony Cliff, « La révolution permanente déviée »

⇧**17** Un raisonnement que j'ai entendu répéter par des militants communistes à un colloque à Saint-Denis en 2006 à l'occasion de la commémoration du 50e anniversaire de 1956.

⇧**18** *L'Humanité*, 27 mars 1956, cité par Moneta, *Le PCF et la question coloniale*, p. 239.